

L'économie de Wallis-et-Futuna en 2009

Une baisse générale de l'activité

AGENCE DE MATA'UTU
NUMERO 17
Mars 2010

SYNTHESE

Après une année 2008 où les indicateurs économiques ont été pour la plupart orientés favorablement, malgré un fléchissement au cours du dernier trimestre, l'année 2009 a été marquée par une baisse généralisée de l'activité. La demande interne a subi les effets d'une consommation des ménages en léger recul et d'un investissement des entreprises perturbé par l'absence de nouveaux dossiers de défiscalisation agréés. Seule la commande publique a été relativement dynamique, avec la mise en route des premiers marchés du 9^{ème} FED portant sur les infrastructures scolaires.

Cette baisse générale de l'activité a entraîné une chute importante du niveau des importations, avec comme corollaire une baisse de 25,5 % des recettes douanières du Territoire.

Dans ce contexte le seul établissement bancaire de la place, pourtant en situation excédentaire de liquidités, n'a pas pu accroître son volume de crédits en direction des ménages et des entreprises dont l'encours chute depuis deux années consécutives. En effet, les indicateurs de vulnérabilité ne plaident pas pour une reprise de l'activité de crédit aux particuliers. Cependant l'installation de l'ADIE (Association pour le Droit à l'Initiative Economique) en octobre 2009 sur le Territoire pourra donner une chance d'insertion professionnelle à de nombreux petits entrepreneurs informels par le biais des microcrédits.

UNE DEMANDE INTERNE EN PERTE DE VITESSE

UN FORT RALENTISSEMENT DE LA CONSOMMATION DES MENAGES

En 2009, les ménages consomment moins...

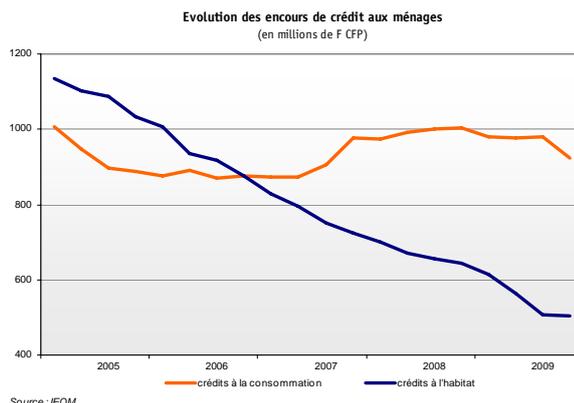
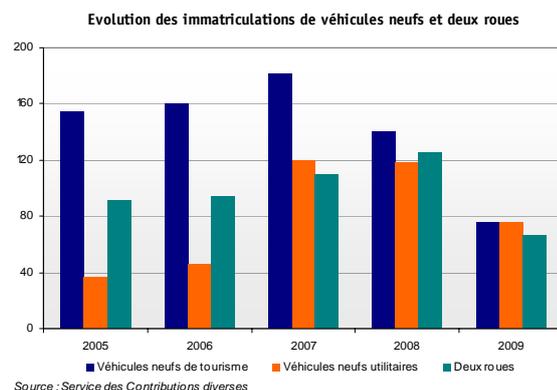
L'année 2009 a connu un recul important de la consommation des ménages, en particulier pour les biens d'équipements. Ainsi, les immatriculations de voitures particulières neuves ont chuté à 76 unités, alors qu'elles n'avaient jamais été inférieures à 140 véhicules par an depuis 2002.

Les importations de meubles et d'articles d'équipement de la maison ont baissé quant à elles de 38 % en valeur. La contraction de la demande a été moins marquée pour les biens de consommation courante : les importations d'articles d'habillement et chaussures ont enregistré une baisse de 16,3 % et les produits alimentaires, boissons et tabacs de 5,7 %.

...et leurs conditions de financement sont moins favorables

Entre décembre 2008 et décembre 2009, les encours bancaires de crédits à la consommation enregistrent un repli de 7,8 %, à 924,7 millions de F CFP. La baisse s'est concentrée sur le dernier trimestre de l'année, avec une variation trimestrielle de -5,7 %.

L'investissement des ménages demeure difficile à apprécier depuis la suspension, fin 2004, du seul dispositif de prêt à l'habitat, ce qui explique la décroissance continue de l'encours de crédit à l'habitat constaté depuis cette date.



L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES EN DEMI-TEINTE

Au 31 décembre 2009, l'encours total de crédits distribués aux entreprises ressort à 1 241 millions de F CFP (dont 86,2 % en crédits d'équipement), soit + 43,7% par rapport à 2008. Cette hausse n'est qu'apparente car elle s'explique, en réalité, par deux crédits réalisés en 2007 et 2008 pour un montant de 518,4 millions de F CFP, mais déclarés seulement fin 2009 auprès du Service de Centralisation des Risques (SCR) de l'IEOM. Hormis ces deux opérations, l'encours total décroît de 16,3 % en un an avec des crédits d'exploitation qui stagnent à 153,8 millions de F CFP.

Les importations de biens d'équipement enregistrent quant à elle une diminution de 22,1 % par rapport à 2008. Il convient cependant de relativiser cette évolution liée au niveau élevé des importations de 2008 (854,8 millions de F CFP) impulsé par le dispositif de défiscalisation. Comparées aux importations de biens d'équipement de 2007, la baisse enregistrée en 2009 n'est que de 9,1 %.

Par ailleurs, 76 véhicules utilitaires ont été immatriculés en 2009, soit 42 de moins que l'année précédente.

DES MENAGES PLUS VULNERABLES FINANCIEREMENT

Le taux de créances douteuses (créances douteuses / encours total) des ménages connaît une nouvelle dégradation, à 22,7 % fin 2009 contre 19,7 % au 31 décembre 2008. A l'inverse, le taux de créances douteuses des entreprises est en recul de 11,2 points à 17,1 %, sur un an, sous l'effet conjoint de l'augmentation de leurs encours de crédit et de la baisse de 11,8 % (à 271,4 millions de F CFP) de leurs créances douteuses.

Au 31 décembre 2009, 429 personnes physiques se trouvent en situation d'interdiction bancaire, pour un nombre de comptes de dépôts à vue de 4 894 unités. Les interdits bancaires ont progressé de 3,1 %. Toutefois, la situation s'est sensiblement améliorée depuis 2 trimestres : un pic a été atteint en juin 2009, avec 453 inscriptions au Fichier Central des Chèques de la Banque de France.

LES INDICATEURS SOCIO-ECONOMIQUES

L'EMPLOI SOUTENU PAR LE SECTEUR PUBLIC

Sur la base des cotisations versées auprès de la Caisse Locale de Retraites (CLR), le Territoire comptait, en septembre 2009, 1 911 salariés, soit une contraction de 4,5 % par rapport à 2008. Cette baisse affecte dans des proportions identiques le secteur public (administrations territoriales, de l'Etat et établissements divers), qui compte 1 159 agents, et le secteur privé, avec 752 salariés. La contraction observée s'explique principalement par des départs en retraite non renouvelés pour le secteur public et par les licenciements intervenus en 2009 dans certains secteurs d'activités du privé, tels que le commerce (-11,2 %) et le BTP (-9,1 %).

Le secteur public concentre plus de 60 % de l'emploi salarié, tandis que l'emploi dans le secteur privé stagne depuis plusieurs années.

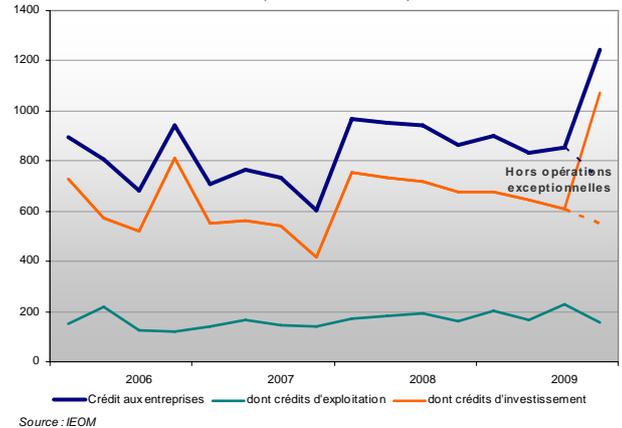
Le Territoire compte par ailleurs à fin 2009 378 fonctionnaires d'Etat, non affiliés à la CLR, dont 75 % relèvent de l'Education Nationale.

DES PRIX EN BAISSÉ

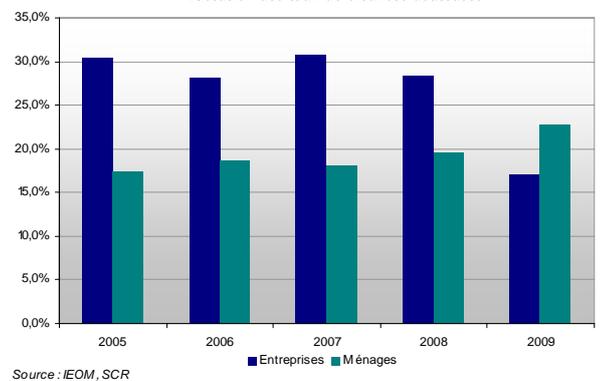
En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation (IPC) affiche un recul de 0,6 %, alors que l'inflation était de 4,1 % en 2008. Cette baisse, imputable à la diminution du coût de l'énergie (- 8,4 %, contre une progression de +13,1 % en 2008), masque la hausse des prix des produits manufacturés (+3,1 %). Les prix des produits alimentaires et des services sont restés relativement stables, avec des variations respectives de + 0,7 % et -0,6 %.

L'indice des prix du BTP a été publié pour la première fois en 2009, base 100 en février. Il est pondéré par 30 catégories de coûts, les salaires pesant pour 48 % dans l'indice général. Au 31 décembre 2009, il s'établit à 100,9.

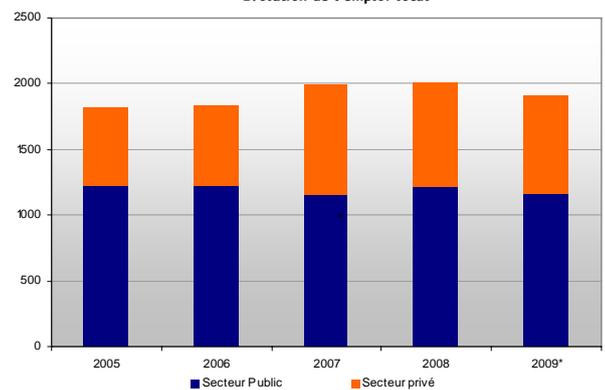
Evolution des concours bancaires accordés aux entreprises
(en millions de F CFP)



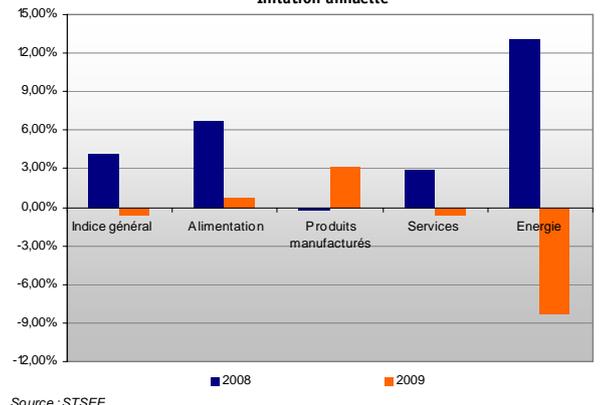
Evolution des taux de créances douteuses



Evolution de l'emploi local



Inflation annuelle

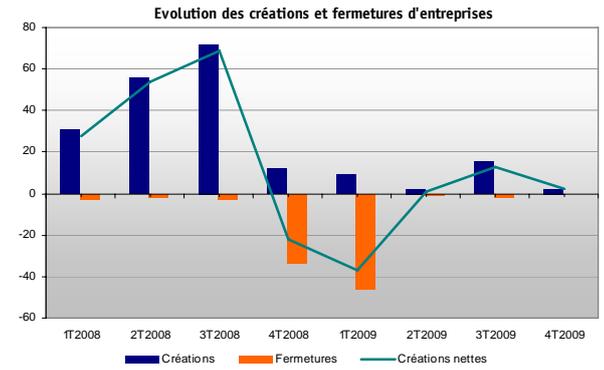


LA CREATION D'ENTREPRISES : RETOUR A LA NORMALE

En 2009, on relève une destruction nette de 21 entreprises. Avec 702 patentes déposées au 31 décembre 2009, le nombre d'entreprises en activité a diminué de 2,6 % sur un an.

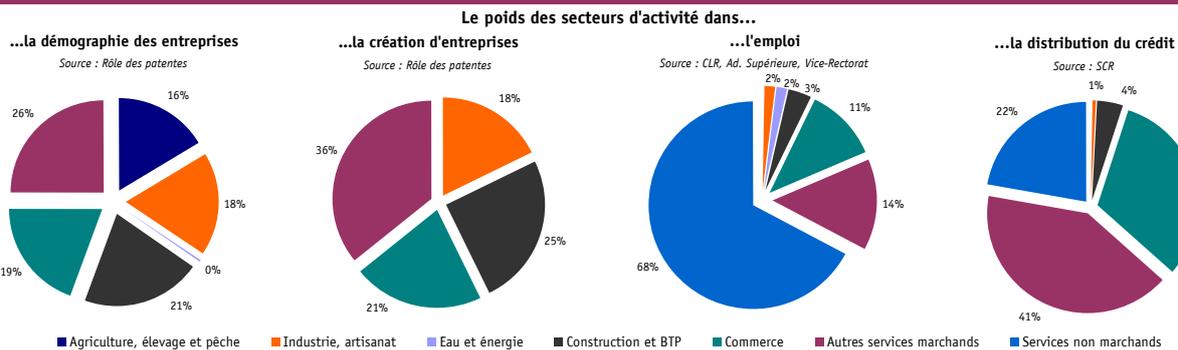
Les cessations d'activités prennent le pas sur les créations à partir de fin 2008, et ceci pendant trois trimestres consécutifs. La création d'entreprises repart timidement durant la seconde moitié de l'année 2009, avec une création nette cumulée de 15 entreprises.

En 2008, la forte progression de la création d'entreprises, avec 135 créations nettes, avait été impulsée par de nombreux projets de défiscalisation.



Source : Service des Contributions diverses

LA CONTRIBUTION DES SECTEURS D'ACTIVITE A L'ECONOMIE



L'approche par secteurs d'activité montre la prédominance du commerce, des services marchands ainsi que de la construction et du BTP dans l'économie locale, ces trois secteurs totalisant les deux tiers du nombre d'entreprises en activité et 82 % des créations d'entreprises en 2009. Ils cumulent aussi 76 % de l'encours de crédit distribué (hors particuliers), mais avec une répartition moins égalitaire : les services marchands captent 41 % de l'encours, suivi du commerce pour 32 %, alors que le secteur du BTP ne mobilise que 4 % de l'encours.

Les services non marchands, qui regroupent l'éducation, la santé et les services administratifs, occupent quant à eux la première place au niveau de l'emploi, avec une part relative de 68 % dans l'effectif salarié total du Territoire (cumul de l'emploi local et des fonctionnaires d'Etat). Ils captent aussi 22 % de l'encours de crédit, correspondant aux prêts accordés au Territoire ainsi qu'à l'Agence de Santé.

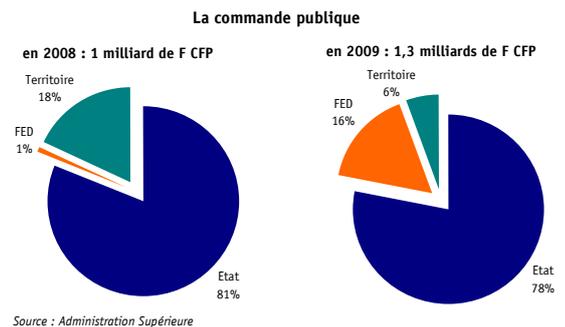
Avec 16 % des patentés, le secteur de l'agriculture, l'élevage et la pêche contribue à seulement 0,35 % de l'emploi salarié et capte une fraction infime des financements bancaires (0,31 %). Il en est de même pour l'industrie et l'artisanat (composé essentiellement de boulangers, petits artisans du bâtiment et de couturières), qui pèsent 18 % dans la démographie des entreprises mais très peu dans l'emploi (1,6 %) et dans le crédit (0,6 %). Ceci traduit certainement la difficulté des professionnels concernés à s'extraire du secteur informel.

LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE

LA COMMANDE PUBLIQUE ALIMENTE L'ECONOMIE

La commande publique a atteint en 2009 1,3 milliard de F CFP (montants engagés), soit 34,2 % de plus qu'en 2008, dont 78 % dépendant du budget de l'Etat (principalement les Contrats de Développement et le plan de relance de l'économie) et 16 % dans le cadre du 9^{ème} FED, qui est entré en phase d'exécution des travaux. La part des commandes publiques relevant du budget du Territoire, qui dispose d'une section d'investissement de plus en plus réduite, n'a été que de 6 %, soit 74,7 millions de F CFP, contre 18 % en 2008.

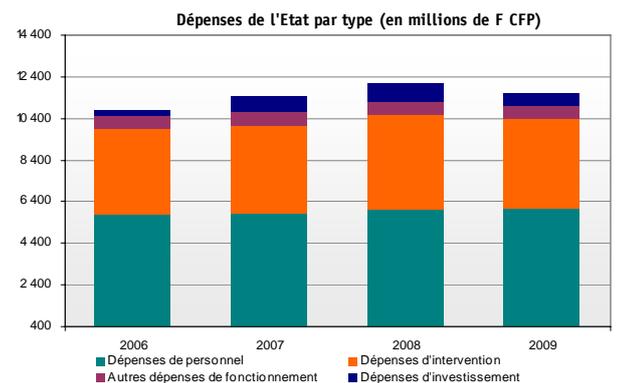
Ces marchés de travaux, fournitures ou prestations permettent notamment de soutenir l'activité du secteur du BTP et de quelques sous-traitants, pénalisés par la faible demande émanant du secteur privé.



UNE CONTRIBUTION SOUTENUE DE L'ETAT

Malgré un recul de 4,2 % par rapport à 2008, l'engagement de l'Etat à Wallis-et-Futuna reste fort, avec 11,6 milliards de F CFP transférés par l'Etat en 2009, soit 892 599 F CFP par habitant. Ceci comprend toutes les dépenses réglées par l'Etat, dont la prise en charge du système de santé, l'enseignement, l'aide sociale, la subvention pour la desserte aérienne, etc...

Le paiement des personnels d'Etat (6,1 milliards de F CFP) capte plus de la moitié des transferts (53 %). Arrivent en second rang les dépenses d'intervention, avec 36,8 % de la dépense totale. Les dépenses d'investissement (572 millions de F CFP) et les autres dépenses de fonctionnement (616 millions de F CFP) ne représentent en cumul que 10,3 % (contre 12,1 % un an auparavant).

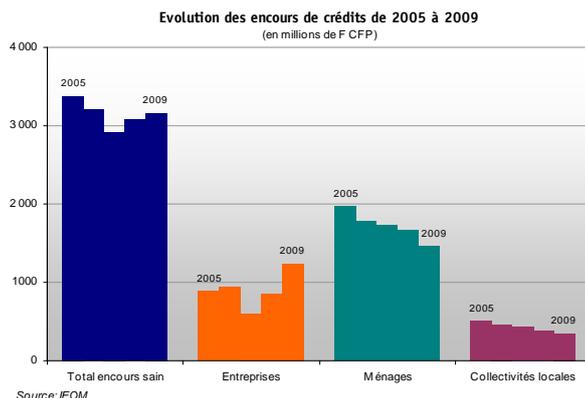


Source : Tréor Public

DEUX CREDITS EXCEPTIONNELS ACCORDES PAR LE SYSTEME BANCAIRE

Un gonflement du financement bancaire...

Au 31 décembre 2009, l'encours de crédit brut s'élève à 3,9 milliards de F CFP, dont 3,2 milliards d'encours sain, en progression de 3,3 % sur l'année. Cette bonne orientation provient de la forte augmentation de l'encours de crédit aux entreprises en fin d'année, gonflée par deux opérations de crédit déclarés en fin d'année 2009. A l'inverse, le niveau de l'encours de crédit aux ménages poursuit sa baisse observée depuis 2005 (-12,3 % en 2009), tout comme celui des collectivités locales (-10,6 %), dont le dernier emprunt date de 2004.



Les concours accordés dans la zone d'émission sont en progression de 14,8 % en glissement annuel, du fait de l'augmentation des crédits d'équipement. Dans le même temps, les concours accordés hors zone d'émission poursuivent leur diminution (-17,8 %).

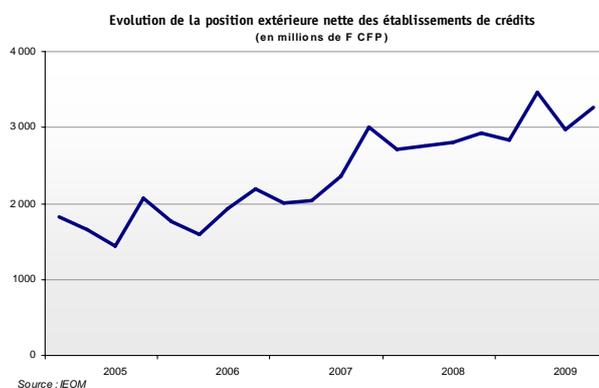
... une masse monétaire en évolution

La masse monétaire M3 atteint 6,7 milliards de F CFP en décembre 2009, soit une augmentation de 4,3 % par rapport à décembre 2008. Cette hausse est portée par les progressions de l'agrégat M1 (monnaie fiduciaire et dépôts à vue) et de M2-M1 (comptes sur livrets), qui progressent respectivement de 9,2 % et 12,8 %.

De plus, l'année 2009 est marquée par une réallocation de l'épargne des particuliers en faveur des comptes sur livrets (+60,6 %) et au détriment des dépôts à terme (-38,1 %), pénalisés par des taux de rémunération défavorables.

Et une position extérieure nette largement excédentaire :

La position extérieure nette des établissements de crédits de Wallis-et-Futuna est toujours très excédentaire en 2009, à 3,3 milliards de F CFP contre 2,9 milliards fin 2008, soit une progression de 11,2 % traduisant une hausse des avoirs hors zone d'émission.



PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2010

Les chefs d'entreprises consultés pour le quatrième trimestre 2009 font part d'une certaine inquiétude pour le premier trimestre 2010, même s'ils prévoient des investissements de renouvellement de leurs matériels d'exploitation.

La relance de l'activité en 2010 dépendra essentiellement de la commande publique, qui devrait être stimulée par le démarrage et la montée en puissance dans le courant du second semestre des travaux d'infrastructures portuaires du port de commerce de Mata-Utu dans le cadre du 9ème FED.

En l'absence d'une reprise du portefeuille de crédits à l'habitat de l'AFD par un autre établissement de crédit, l'encours actuel ne cessera de décroître jusqu'à l'extinction. L'ADIE devrait, dans le courant de l'année 2010, connaître une montée en régime significative dans la distribution de microcrédits en développant son portefeuille de projets sur Wallis et en étendant ses activités à Futuna dès le premier trimestre de l'année, en direction principalement du secteur primaire.

La réalisation des travaux d'équipements du stade de Kafika dans la perspective des Mini-Jeux du Pacifique de 2013 pourrait apporter un regain d'activité aux entreprises du BTP en 2010.